

D



DAGAIN (M. Léon), *Député de la Nièvre (S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161); membre titulaire de la Commission des finances [7 février 1956] (p. 214); [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu secrétaire de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254), [4 octobre 1957] (p. 4504.)

Dépôts :

Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à compléter les articles 18 et 24 du Code des pensions civiles et militaires en vue de la prise en compte dans la liquidation d'une pension, du reliquat ou de la totalité, selon le cas, des majorations d'ancienneté de service non utilisées, attribuées à certains fonctionnaires par application de la loi du 9 décembre 1927 et des lois n° 48-1254 du 6 août 1948, n° 51-1124 du 26 septembre 1951 et n° 52-843 du 19 juillet 1952, n° 1572. — Le 1^{er} juin 1956, une proposition de loi tendant à faire prendre en compte pour la retraite les services effectués dans les compagnies Radio-France et Câbles Sud-Américains par le personnel intégré dans l'administration des P.T.T., en vertu des dispositions de l'article 2 de la loi n° 53-1333 du 31 décembre 1953, n° 2035.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 18, Etats G et H,

P.T.T., en qualité de *Rapporteur spécial* : *Déficit du budget des P.T.T.*; *majoration éventuelle de certaines taxes par voie réglementaire*; *tarif appliqué aux journaux*; *remboursement des charges supportées par les P.T.T.*; *développement du réseau téléphonique*; *nécessité d'une autonomie budgétaire pour les P.T.T.*; *développement du service des chèques-postaux*; *réforme du service de la distribution*; *gratuité du logement pour les receveurs*; *indice de traitement des surveillantes*; *situation des gérants d'agences postales* [7 décembre 1956] (p. 5693, 5694). — Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [14 janvier 1958] (p. 2).

DALADIER (M. Edouard), *Député de Vaucluse (R.R.S.)*.

Son élection est validée [3 février 1956] (p. 193). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la justice et de la législation [4 octobre 1957] (p. 4502) (1). — Est élu vice-président de la Commission des affaires étrangères [10 février 1956] (p. 254).

Dépôts :

Le 15 février 1956, une proposition de loi tendant à créer un statut des agents concessionnaires du commerce et de l'industrie, n° 480. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolu-

(1) Démissionnaire [6 février 1958] (p. 562).

tion tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs, maraîchers et viticulteurs du département de Vaucluse victimes des gelées de janvier et février 1956, en leur accordant des dégrèvements d'impôts et des prêts à faible intérêt, n° 921. — Le 10 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de statut des agents de conduite (roulants) de la S.N.C.F., n° 2486. — Le 12 décembre 1957, une proposition de loi tendant à accorder une pension entière aux ayants droit des fonctionnaires civils ou agents des services publics, victimes volontaires du devoir, n° 6142.

Interventions :

Prend part : au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *portefeuille des affaires étrangères, réforme du règlement, Algérie, expansion économique* [31 janvier 1956] (p. 152, 153); — a la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *ses explications de vote : sacrifices militaires à consentir, appel à la solidarité occidentale* [12 mars 1956] (p. 851 à 853); — à la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie : *son ordre du jour (hommage au peuple hongrois, protestations contre les déportations, retrait de l'armée soviétique et organisation d'élections libres sous la protection d'une force internationale)* [7 novembre 1956] (p. 4525); *le retire* (p. 4526). — Demande le renvoi de la séance au lendemain, en hommage à la mémoire du Président Edouard Herriot [26 mars 1957] (p. 1871). — Prend part à la discussion d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *motion préjudicielle de M. Paquet (engagement pour le Gouvernement de s'opposer à toutes nouvelles dépenses)* [17 mai 1957] (p. 2541). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves dommages causés depuis 1950 par la compagnie nationale du Rhône à 350 exploitations paysannes de la région de Donzère-Mondragon [17 septembre 1957] (p. 4090). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et au blocage d'une partie de l'indemnité législative : *son amendement (harmonisation des indemnités des députés et des conseillers de la République)* [27 décembre 1957] (p. 5611); — d'un projet de loi et d'une proposition de résolution relative à la mise en œuvre

du Code de procédure pénale, Art. 2 : (*Autorisation de procéder par un décret à une réorganisation administrative de la justice*); *nécessité d'améliorer la situation matérielle des magistrats et d'alléger leur concours de recrutement plutôt que de faire une réforme incertaine, source de graves difficultés morales et matérielles pour de nombreuses petites villes de province; précédent de la réforme de 1926; réorganisation de la justice par une loi et non par un décret* [20 mars 1958] (p. 1805, 1806); — sur la présentation du Gouvernement de M. Pierre Pflimlin : *sa réponse à M. Tixier-Vignancour relative aux clauses de l'armistice de 1940* [13 mai 1958] (p. 2257); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Défense de la République contre les ultras; confiance au Gouvernement français* [16 mai 1958] (p. 2374). = S'excuse de son absence [26 octobre 1956] (p. 4334), [26 novembre 1957] (p. 4926). = Obtient des congés [26 octobre 1956] (p. 4334), [26 novembre 1957] (p. 4926).

DAMASIO (M. Jean), Député de la Seine (3^e secteur) (U.F.F.).

Son élection est validée [14 février 1956] (p. 267). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 12 mars 1956, une proposition de résolution relative à la radiodiffusion et à la télévision des débats de l'Assemblée Nationale, n° 1159. — Le 28 novembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer la répartition des produits pétroliers, n° 3355. — Le 3 décembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer la répartition des produits pétroliers en ce qui concerne les artisans du taxi, n° 3408. — Le 20 décembre 1956, une proposition de loi tendant à assurer la répartition des produits pétroliers aux voyageurs, représentants, placiers (V.R.P.), n° 3620. — Le 20 décembre 1956, une proposition de loi tendant à assouplir les règles visant les dépôts des fonds des sociétés mutualistes, n° 3629. — Le 12 février 1957,